

Justice : chronique d'une faillite annoncée

Les Français n'en peuvent plus. Ils sont 75 % à affirmer que "la justice fonctionne mal" et 57 % à trouver cette justice dysfonctionnelle trop docile avec le pouvoir.



XAVIER RAUFIER

Carvin (Nord), fin janvier 2014 : "L'un des braqueurs arrêtés est soupçonné d'une quarantaine de cambriolages... déjà interpellé à l'automne dans la métropole lilloise, il avait été libéré avec ses complices, ce qui avait provoqué la colère de policiers lillois." Et encore : "Le tueur de Saint-Ouen libéré par erreur" ... Ou bien : "Bobigny, la vice-présidente du TGI agressée sur le parking du tribunal" (et dépouillée de son ordinateur). Partout dans la presse locale se décline ainsi la quotidienne litanie des naufrages judiciaires.

En parallèle forcément, on ne peut que constater l'explosion des cambriolages et le pillage des campagnes par des clans de nomades criminalisés - toutes infractions que la justice de Mme Taubira ne poursuit plus guère - voir ci-dessus : 40 cambriolages et laissé libre.

Ajoutons-y cette perle (*Le Bien Public*, 31 janvier 2014) : "Le tribunal a condamné les deux prévenus pour l'ensemble des faits, soit le vol aggravé et les deux tentatives de vol. (...) Haron O., qui a un passé judiciaire, à 4 ans, avec mandat de dépôt. Mais le jeune n'est pas ressorti encadré de deux policiers, il était déjà parti à l'annonce du jugement." "Déjà parti" d'un palais de justice d'où, au moment d'être condamné, l'on sort à son gré comme d'un moulin, au nez de magistrats demeurés bras ballants.

Et n'oublions pas les consignes données aux procureurs (septembre 2012) : "Vous vous assurerez que les modalités d'exécution des peines d'emprisonnement tiennent compte de l'état de surpeuplement des établissements pénitentiaires." Pas de cellule pour le braqueur ou l'agresseur ? Il repart libre - et plié en deux de rire - en attente d'un ultérieur "rendez-vous pénitentiaire", dans le cas où, au bout du compte, il daignerait se laisser embastiller.

Et quelle prison ! Dans *le Journal du Dimanche* (5/08/2013) voici l'édifiant aveu d'une mère de dealer sur son fils incarcéré : "Il y avait retrouvé ses copains et il s'émerveillait car il y avait même un écran plat" - garderie ou maison des jeunes ? On n'a que l'embarras du choix.

Ainsi, la prison est en effet devenue l'ultime

recours, avec de 80 000 à 100 000 peines de prison ferme non exécutées. Traduire : des dizaines de milliers d'individus, souvent dangereux, libres comme l'air.

Dès la fin 2012, alors que, dans les transports en commun d'Ile-de-France, les violences contre les agents ont augmenté de 52 % (pour le RER et le métro) et de 45 % (pour les bus) les syndicats dénoncent déjà : "de nombreuses affaires transmises à la justice parisienne sont restées en jachère".

Et dans la France de fin 2013, on compte encore 5 237 vols à main armée, 20 par jour ouvrable, plus le chiffre record de 303 attaques de distributeurs automatiques de billet (DAB), la plupart à l'explosif, soit 50 % de plus qu'en 2012.

De tout cela, les Français n'en peuvent plus. En témoigne leur impitoyable verdict, publié par *Le*

80 000 à 100 000 peines de prison ferme non exécutées.
Traduire : des dizaines de milliers d'individus, souvent dangereux, libres comme l'air.

Parisien du 16 février : ils sont 75 % à affirmer que "la justice fonctionne mal" et 57 % à trouver cette justice dysfonctionnelle trop docile avec le pouvoir.

Mme Taubira, elle, est étrillée par *Le Parisien* : "peu disponible pour les séances de travail... la cuisine technique ne l'intéresse pas". Et les Français ? Pas plus impressionnés par ses diversions "antiracistes" de la fin 2013 que par son show sur la récidive du début 2014, ils dressent d'elle un portrait plutôt féroce : "orgueilleuse... agressive... sectaire... incontrôlable...".

Au total, 59 % de mauvaises opinions : malgré les colloques et la com', les Français ont compris qu'avec Mme Taubira aux affaires, les récidivistes sur lesquels elle bavarde à diverses tribunes sont dans les rue et pas en prison.

Mais il serait injuste de faire reposer la responsabilité du désastre sur les seules épaules de la garde des Sceaux. Dans l'affaire, les grands coupables sont les idéologues anarchisants, précieuses ridicules et autres sociologues de salon qui forment sa cour. C'est leur commune doctrine - foi aveugle en un absolu déterminisme social et total rejet de

toute responsabilité individuelle - qui concrètement, a provoqué le naufrage et l'aggrave sans cesse. Florilège.

Vous voulez que la justice triomphe du crime ? Eux dénoncent la "criminalisation de conduites à risque". Vous flétrissez devant des comportements de sauvages ou le deal de stupéfiants ? Eux s'attendent devant des "sociabilités décalées" et un sympathique "apprentissage socio-économique". Les cités coupe-gorge sont pour eux des "quartiers populaires périphériques". Et la rage impuissante des victimes n'est pour ces idéologues que l'odieuse "stigmatisation" de "malheureuses victimes de l'exclusion et du racisme", toutes victimes d'une intolérable "ségrégation" - car pour des Diafoirus-sociologues bien sûr, la France de 2014 est pire encore que l'Alabama en 1950.

Ce sont ces doctrinaires qui, dans une parfaite impunité, ont encore pu injurier sur leur "Mur des cons" - outre certains de leurs collègues - des élus, des enseignants et même, les

victimes de ces criminels vers lesquels va toute leur pitié. Toujours eux qui inventent les actuelles et futures peines bidons.

La demande de sécurité des Français - même de gauche ? Ils s'en moquent. L'exigence d'une justice plus ferme - exprimée depuis deux ans et plus, sondage après sondage, par nos compatriotes ? Qu'importe.

Le fait que dans d'importants Etats de droit - Etats-Unis, Grande-Bretagne, etc. - la politique de zéro tolérance provoque l'effondrement des crimes graves comme des homicides ? Le fait qu'à New York par exemple, alors que le nombre des malfaiteurs incarcérés baisse lui aussi fortement, ces crimes graves sont au plus bas depuis que les statistiques existent sous leur forme actuelle ? Quantité négligeable.

Eux seuls savent et ce que veut ou constate tout autre est sans valeur. Toute politique sérieuse de réduction du crime et de protection des populations fragiles devra ainsi comporter une préalable démarche : le renvoi à ses chères études de cette libertaire coterie.